

100 tandis qu'il a augmenté de 9.4 p. 100 aux États-Unis, de 12 p. 100 en Grande-Bretagne et de 10.3 p. 100 dans tous les pays de l'OCDE, y compris les pays d'Europe.

L'opposition officielle émet des critiques sur le fonctionnement de l'économie canadienne. Aux États-Unis, on procède actuellement à l'élimination de tous les contrôles des prix et des salaires, sauf dans le domaine des soins médicaux et des produits pétroliers, parce qu'ils ne se sont pas avérés efficaces. Ils ont en effet produit l'effet contraire, augmentant les pressions inflationnistes en causant des pénuries.

L'économie britannique est menacée de rien moins que d'un désastre, par suite surtout des grèves ouvrières épidémiques engendrées par les contrôles des salaires, faute de l'appui nécessaire pour mener ces contrôles à bien.

L'honorable M. Flynn: Qu'est-ce que cela prouve?

L'honorable M. Perrault: Il convient de faire remarquer encore une fois que ceux qui aspirent à remplacer le gouvernement, ceux qui préconisent ces contrôles, devraient dire aux Canadiens dans quelle mesure exactement l'imposition de ces contrôles serait différente de ce qui s'est fait dans les autres pays.

Un personnage bien connu de la politique canadienne a prononcé il y a trois ans, soit le 31 janvier 1971, un discours sur le sujet des contrôles. On devrait garder ses paroles en mémoire:

Ces contrôles causeraient un immense ressentiment chez les groupes et les individus qui s'estiment traités injustement, et engendreraient un climat de confrontation permanente. Bien entendu, ils donneraient en outre inévitablement lieu à une forme de planification économique hautement centralisée et par conséquent inefficace.

Le personnage politique bien connu qui a prononcé ce discours est aujourd'hui chef de l'opposition officielle à l'autre endroit. Il semble s'être opéré chez lui une conversion dont l'effet dramatique ne le cède en importance qu'à celle de saint Paul sur le chemin de Damas.

● (1520)

L'honorable M. Flynn: Vous voulez parler de Paul Martin?

L'honorable M. Perrault: Les politiques du gouvernement fédéral ont, ces derniers mois et ces dernières années, stimulé à un degré sans précédent la construction de maisons et facilité l'accès à la propriété. Des crédits d'un demi milliard de dollars affectés au remembrement foncier et la création d'un organisme fédéral d'hypothèques résidentielles rendront également l'achat d'une maison plus facile pour un plus grand nombre de gens. Le mois dernier, la Société centrale d'hypothèques et de logement faisait état, pour la troisième année consécutive d'un nombre sans précédent de mises en chantier d'un bout à l'autre du pays. En 1973, elles se chiffraient par 265,000, soit une augmentation de 6 p. 100 par rapport à 1972. Si la construction de maisons se poursuit à ce rythme extraordinaire, le prix des maisons baissera quelque peu, ce qui est important pour tous les Canadiens. Comme le ministre des Affaires urbaines le disait l'autre jour, «Depuis quelques années, les taux de construction et de production dépassent ceux de formation des familles au pays. De toute évidence, si nous pouvons maintenir ce rythme, et nous le pouvons, je pense, les prix baisseront.»

Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement consacrera 100 millions de dollars par année au programme de remembrement foncier en vue d'accroître le

nombre de terrains viabilisés afin de satisfaire aux besoins et de contrôler le prix des terrains. Des fonds sont maintenant disponibles pour l'achat de maisons neuves et autres par les économiquement faibles. L'application de ce programme a produit d'excellents résultats dans tout le pays mais d'autres améliorations s'imposent, comme on ne manque pas de le reconnaître.

Une aide importante sera accordée aux programmes d'habitation pour les ruraux et les autochtones. C'est un des points importants du discours du trône. De plus, le programme d'aide concernant le traitement des eaux-vannes sera amélioré en vue d'augmenter le nombre des terrains viabilisés, et le gouvernement proposera des mesures en vue d'accroître la protection offerte au consommateur sur le marché de l'habitation.

J'aimerais ici parler de la prétendue aliénation de l'Ouest. Je viens de l'Ouest. J'y suis né. Ma mère est d'ailleurs née au Manitoba, a été élevée en Saskatchewan, s'est mariée à Calgary, et je suis né en Colombie-Britannique; je crois donc pouvoir parler de l'Ouest. J'en viens et, au cours des années, j'ai fait mienne les aspirations de ceux qui y vivent.

A mon sens, l'Ouest canadien a certains griefs légitimes et je les ai exposés en de nombreuses occasions, comme d'autres ici. J'ai assisté à beaucoup de réunions et de conférences sur les problèmes et les griefs de l'Ouest. Je me réjouis de la partie du discours du trône qui traite de la mise en vigueur de certaines propositions faites à la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest. Je me réjouis de l'annonce que, dans une perspective plus large, des mesures seront prises pour faire en sorte que la capacité des transports au pays serve, sûrement et efficacement, les objectifs nationaux du gouvernement. Tout comme les autres gens de l'Ouest, je me réjouis de l'annonce que d'autres mesures seront prises pour mettre fin à toute distinction injuste en matière de tarifs ferroviaires et qu'une nouvelle politique portuaire sera élaborée afin d'établir au Canada une organisation d'ensemble efficace en ce qui concerne les ports, dans un cadre propre à assurer la plus grande participation locale possible à la gestion des ports. Nous nous réjouissons de ces mesures, même si elles arrivent en retard.

Je soupçonne cependant qu'en dépit de ces initiatives gouvernementales, de ces efforts du gouvernement fédéral en vue de répondre à un grand nombre de griefs de l'Ouest, les critiques politiques seront aussi sévères que toujours. Il n'en demeure pas moins qu'aucun gouvernement n'a jamais été plus sensible aux besoins et aux aspirations de l'Ouest canadien que le gouvernement actuel. C'est un fait que ne peut fausser l'opposition dans ses efforts en vue de dire le contraire. En dépit des discours tonitruants et des invectives des critiques de l'opposition, il est certain que le gouvernement actuel a fait infiniment plus pour l'Ouest canadien que les gouvernements antérieurs.

Il reste encore beaucoup à faire. Aucun Canadien de l'Ouest n'aurait cru qu'on puisse arriver à un tel résultat, même si l'Ouest du pays connaît maintenant la plus grande prospérité économique de son histoire. Je n'attends pas de mes amis des Maritimes ou de l'Ontario, du Québec ou d'une autre province, qu'ils admettent avoir atteint la perfection. J'estime toutefois que les critiques formulées à des fins politiques contre le gouvernement fédéral qu'on accuse de discrimination contre l'Ouest du Canada font beaucoup de tort à l'Ouest et jettent le discrédit sur sa position.